

## La lutte contre le nucléaire ne fait plus recette



Des militants de Voix du nucléaire manifestent contre la fermeture de Fessenheim, devant les locaux de Greenpeace à Paris, le 29 juin. CHARLES PLATIAU/REUTERS

### Nabil Wakim et Sylvia Zappi

#### Le réchauffement climatique a fait passer l'atome au second plan dans les mobilisations

**I**l y a encore peu, la nomination de Barbara Pompili à la tête du ministère de la transition écologique semblait impensable. La députée de la Somme n'a en effet jamais caché ses convictions antinucléaires, et elle les répétait dimanche 12 juillet au *Parisien* : « *J'ai des positions, elles sont connues et elles ne changent pas.* » C'est pourtant le choix qu'a fait Emmanuel Macron en la nommant numéro deux du gouvernement, provoquant désarroi et colère dans le secteur nucléaire. L'arrivée de l'ancienne élue Europe Ecologie-Les Verts (EELV) comme ministre de tutelle des grands groupes nucléaires français signerait-elle un changement d'époque dans le pays le plus nucléarisé du monde ? Ou s'agit-il plutôt d'un signal politique sans trop de conséquences, à deux ans de l'élection présidentielle, envoyé à l'électorat écologiste après la « *vague verte* » aux municipales ?

Paradoxalement, cette nomination arrive au moment où le débat autour du nucléaire a perdu de son intensité. La prise de conscience de l'urgence climatique a déplacé le curseur : dans les mobilisations, le sujet du nucléaire, pourtant identitaire chez les écologistes, était absent. « *C'est vrai que, dans les marches pour le climat, la lutte contre l'atome n'a pas été identifiée comme centrale. Le choix a été de se concentrer sur des messages simples pour que tout le monde puisse s'en emparer* », relève Elodie Nace, porte-parole d'Alternatiba, l'une des ONG organisatrices de mouvements citoyens qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes en 2018. Sous l'impulsion de figures comme Greta Thunberg, le mouvement international a ciblé les énergies fossiles, comme le charbon, le pétrole et le gaz, responsables du dérèglement climatique. Le nucléaire émet, lui, très peu de gaz à effet de serre et ne contribue pas au changement climatique, même s'il a d'autres impacts sur l'environnement.

Le mouvement antinucléaire, en parallèle, s'est aussi beaucoup affaibli. A l'exception des mobilisations autour du centre d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure, il a du mal à se faire entendre. Vieillissant, ses organisations historiques ayant traversé une crise interne importante, il n'a pas su atteindre les jeunes générations. « *En ayant des modes d'action routiniers et en jouant les experts, le mouvement s'est coupé d'autres publics, les jeunes, les milieux populaires ou ruraux* », constatait ainsi le journaliste Gaspard d'Allens, dans *Reporterre* en 2017. « *La transmission ne s'est pas faite avec la*

*génération climat. Le nucléaire est devenu un péril parmi tant d'autres dans la survie de l'humanité, peut-être moins palpable même que d'autres », reconnaît David Cormand, député européen EELV.*

Ce reflux est aussi le fait de la filière nucléaire elle-même, qui fait face à d'importantes difficultés : les dérives du chantier de l'EPR de Flamanville, les batailles entre EDF et Areva, les affaires de fraudes ou la dette abyssale d'EDF. Une tendance qui se reflète au niveau mondial : depuis l'accident de Fukushima, en mars 2011, l'atome a perdu de son attrait dans la plupart des pays occidentaux, et les nouveaux projets se sont faits rares. L'Allemagne et la Belgique ont décidé d'en sortir, les Etats-Unis ne construisent plus de réacteurs. En Europe, seul le Royaume-Uni continue d'y croire – au niveau global, le nucléaire ne représente que 10 % de la production d'électricité.

### « Dérive des coûts »

En France, la filière s'alarme de la persistance du discours antinucléaire et accuse les écologistes d'être les principaux responsables de la décision de la fermeture de la centrale de Fessenheim – une promesse de François Hollande, finalement appliquée par Emmanuel Macron. La loi de 2015 relative à la transition énergétique prévoyait que la France aurait réduit la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % en 2025 (contre 75 % actuellement). Un texte voté en application de l'accord entre le PS et les écologistes, signé en 2011. A son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron décide de décaler cet objectif à 2035, mais prévoit tout de même de fermer douze réacteurs nucléaires dans les quinze prochaines années. Il cesse par ailleurs de financer la recherche sur la 4<sup>e</sup> génération.

La baisse des coûts des énergies renouvelables a aussi poussé de nombreux dirigeants à se détourner du nucléaire. *« La plupart des membres de la majorité ne sont pas antinucléaires, estime un député La République en marche (LRM) qui connaît bien le secteur. Mais ils préfèrent miser sur les renouvelables, c'est plus porteur dans l'opinion. »* Les discours sur la nécessaire réduction de la consommation d'énergie, autrefois très minoritaires, sont devenus la norme dans les scénarios de transition. *« Le rapport 100 % énergies renouvelables de l'Ademe et celui du Sénat sur le coût du grand carénage [travaux de modernisation du parc nucléaire] ont fait évoluer le débat. Avec l'explosion des coûts, la filière s'est tirée elle-même une balle dans le pied »,* remarque Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam. Dernière sortie en date : le rapport de la Cour des comptes sur la filière EPR. Publié début juillet, il étritt *« la dérive des coûts »* et émet des doutes sur la sincérité des estimations présentées pour les futurs réacteurs.

A gauche, les mentalités politiques ont aussi évolué avec une nouvelle génération d'élus et une prise en compte des impératifs écologiques. Lors de la présidentielle de 2017, ce camp était ainsi représenté par deux candidats (Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon) qui avaient inscrit la sortie progressive du nucléaire dans leur programme. *« Aujourd'hui, aucun candidat à gauche ne pourra endosser un positionnement pronucléaire. La question de l'atome n'est plus un point d'achoppement et ne se pose plus en barrière pour nouer des alliances »,* souligne Maxime Combes, porte-parole d'Attac. Un sentiment partagé par Nicolas Haeringer, chargé de campagne de l'ONG 350.org : *« Dans cette partie de l'échiquier, il est en grande partie acquis qu'il faut faire moins de nucléaire et le remplacer. »*

Les groupes du nucléaire savent qu'ils ont devant eux des années difficiles, mais se montrent confiants sur le long terme. *« Le fait que le nucléaire ne soit plus au cœur du débat joue en notre faveur »,* veut croire un patron du secteur, pour qui, *« sur le climat comme sur l'emploi, on est particulièrement bien placé »*. Dans la filière, où la détestation d'EELV et de Greenpeace est très ancrée, *« certains se disent que passer un peu sous les radars des écolos n'est pas une mauvaise chose : le seul obstacle qui se pose à nous, c'est le fait que les politiques ont peur d'eux »,* analyse un autre représentant du secteur.

Certains espèrent ainsi voir émerger une tendance d'écologistes pronucléaire, incarnée par le consultant Jean-Marc Jancovici, membre du Haut Conseil pour le climat (HCC), engagé de longue date contre le réchauffement climatique. *« Il y a eu ces campagnes de communication d'EDF expliquant que le nucléaire n'émet pas de CO<sub>2</sub>. Beaucoup de jeunes ne sont pas insensibles à ce discours »,* reconnaît Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France. Fin juin, une cinquantaine de militants des Voix du nucléaire ont fait irruption devant les locaux de l'ONG, dénonçant la fermeture de la centrale de Fessenheim comme un *« crime climatique »*. Du jamais-vu dans l'histoire de Greenpeace ! La bataille de l'atome n'est pas encore terminée.